

RCS : VILLEFRANCHE - TARARE

Code greffe : 6903

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VILLEFRANCHE - TARARE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 00377

Numéro SIREN : 442 424 073

Nom ou dénomination : A F MECANIQUE

Ce dépôt a été enregistré le 27/09/2021 sous le numéro de dépôt B2021/005046

AF MECANIQUE

Société par actions simplifiée

Au capital de 50 000 €

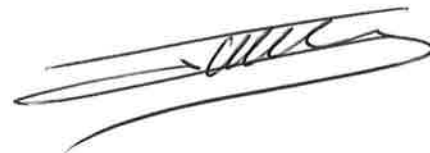
Les Ateliers du Golf – 121, rue du Bief

LUCENAY (Rhône)

442 424 073 RCS VILLEFRANCHE TARARE

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2020
--

LA PRESIDENTE

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes, positioned below the text 'LA PRESIDENTE'.

Bilan

Présenté en Euros

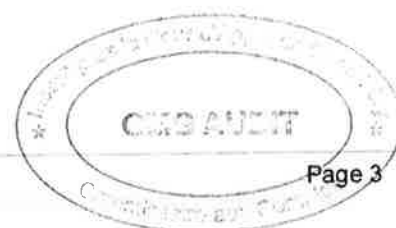
ACTIF	du 01/09/2019 au 31/12/2020 (16 mois)		Exercice précédent 31/08/2019 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	13 870,00	13 078,33	791,67	3 013,89	- 2 222
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	159 984,28	148 075,99	11 908,29	2 037,61	9 871
Autres immobilisations corporelles	49 791,87	29 595,89	20 195,98	22 167,77	- 1 972
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	100,00		100,00	100,00	
Créances rattachées à des participations	28 691,97		28 691,97	31 691,97	- 3 000
Autres titres immobilisés	272,00		272,00	282,00	- 10
Prêts					
Autres immobilisations financières	240,30		240,30		240
TOTAL (I)	252 950,42	190 750,21	62 200,21	59 293,24	2 907
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements	3 128,06		3 128,06	4 042,00	- 914
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis	81 798,74		81 798,74	33 200,30	48 598
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	199 155,62		199 155,62	290 395,36	- 91 240
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	1 136,82		1 136,82		1 137
. Personnel					
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices				19 565,00	- 19 565
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	20 097,29		20 097,29	11 146,12	8 951
. Autres	14 059,83		14 059,83	11 520,00	2 540
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	70 003,37		70 003,37	64 596,63	5 407
Charges constatées d'avance	4 520,50		4 520,50	7 185,40	- 2 665
TOTAL (II)	393 900,23		393 900,23	441 650,81	- 47 751
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	646 850,65	190 750,21	456 100,44	500 944,05	- 44 844



Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	du 01/09/2019 au 31/12/2020 (16 mois)	Exercice précédent 31/08/2019 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 50 000,00 Euros)	50 000,00	50 000,00	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...			
Ecart de réévaluation	5 000,00	5 000,00	
Réserve légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	182 579,05	168 857,90	13 721
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice	-196 904,21	13 721,15	- 210 625
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	40 674,84	237 579,05	- 196 904
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	174 060,00	17 332,33	156 728
. Découverts, concours bancaires			
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers		76 865,51	- 76 866
. Associés			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	172 853,49	98 858,26	73 995
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	39 809,23	37 258,80	2 550
. Organismes sociaux	20 737,72	20 893,87	- 156
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	3 134,47	5 297,99	- 2 164
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	4 306,77	6 161,52	- 1 855
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	523,92	696,72	- 173
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	415 425,60	263 365,00	152 061
Ecart de conversion passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	456 100,44	500 944,05	- 44 844



Compte de résultat

Présenté en Euros

	du 01/09/2019 au 31/12/2020 (16 mois)			Exercice précédent 31/08/2019 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens	837 303,44	434 612,00	1 271 915,44	1 328 449,59	- 56 534	-4,26
Production vendue services	12 766,76		12 766,76	9 400,00	3 367	35,82
Chiffres d'affaires Nets	850 070,20	434 612,00	1 284 682,20	1 337 849,59	- 53 167	-3,97
Production stockée			48 598,44	16 511,80	32 087	194,33
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation				3 061,59	- 3 062	-100
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			612,15	10 355,50	- 9 743	-94,09
Autres produits			8,65	0,04	9	N/S
Total des produits d'exploitation (I)			1 333 901,44	1 367 778,52	- 33 877	-2,48
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements			280 199,21	218 281,32	61 918	28,37
Variation de stock (matières premières et autres approv.)			913,94	-43,65	958	N/S
Autres achats et charges externes			687 958,61	698 783,84	- 10 825	-1,55
Impôts, taxes et versements assimilés			10 450,04	7 647,31	2 803	36,65
Salaires et traitements			403 134,68	313 832,90	89 302	28,46
Charges sociales			131 210,55	97 656,66	33 554	34,36
Dotations aux amortissements sur immobilisations			14 078,17	10 482,23	3 596	34,31
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges			9,35	75,50	- 66	-87,62
Total des charges d'exploitation (II)			1 527 954,55	1 346 716,11	181 238	13,46
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-194 053,11	21 062,41	- 215 116	N/S
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			156,54	36,65	120	327,12
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			156,54	36,65	120	327,12
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées			1 793,81	952,72	841	88,28
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			1 793,81	952,72	841	88,28
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-1 637,27	-916,07	- 721	78,73
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-195 690,38	20 146,34	- 215 837	N/S



Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	du 01/09/2019 au 31/12/2020 (16 mois)	Exercice précédent 31/08/2019 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 213,83	6 425,19	- 5 211	-81,11
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)	1 213,83	6 425,19	- 5 211	-81,11
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-1 213,83	-6 425,19	5 211	81,11
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
Total des Produits (I+III+V+VII)	1 334 057,98	1 367 815,17	- 33 757	-2,47
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	1 530 962,19	1 354 094,02	176 868	13,06
RESULTAT NET	-196 904,21	13 721,15	- 210 625	N/S
Dont Crédit-bail mobilier	90 509,84	148 978,19	- 58 468	-39,25
Dont Crédit-bail immobilier				

Annexes aux comptes

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est de 456 100,44 et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -196 904,21 , présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 16 mois, recouvrant la période du 01/09/2019 au 31/12/2020.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/09/2018 au 31/08/2019.

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Matériel et outillage industriels	De 01 à 07 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Impact de la pandémie due au coronavirus (COVID-19)

Conformément aux principes comptables applicables en France, la pandémie de COVID-19 est un événement postérieur au 31 décembre 2019 qui ne donne pas lieu à une modification du bilan et du compte de résultat clos au 31 août 2019. Ainsi tous les postes du bilan et du compte de résultat sont comptabilisés et évalués sans tenir de conséquences de cet événement.

Avec impact sur l'activité de l'entreprise, mais sans être en capacité de le chiffrer et sans remise en cause de la continuité

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cette situation a eu des impacts sur notre activité depuis le 1er janvier 2020, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation. La situation est extrêmement évolutive et volatile. Il est difficile, à ce stade, d'en estimer les impacts financiers sur notre activité.

Au regard de la situation, l'entreprise a mis en œuvre les mesures de soutien suivantes proposées par le Gouvernement et d'autres organismes dans le but d'assurer la continuité de l'activité :

- Recours à l'activité partielle
- Obtention d'un prêt garanti par l'Etat à hauteur de 150KE
- Report de 6 mois des échéances des prêts auprès de certains établissements de crédit et des redevances auprès de certains crédits-bailleurs

Eu égard à ces mesures et à la situation de l'entreprise en résultant à la date de l'arrêté des comptes, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

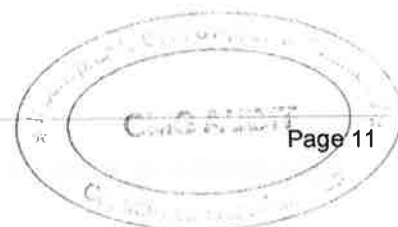
Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2017-01 du 05 mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 03 novembre 2017
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.

Informations complémentaires pour donner une image fidèle**Etat des immobilisations**

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	13 870		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	145 131		14 854
Autres installations, agencements, aménagements	36 929		714
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	7 961		4 187
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	190 021		19 755
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	31 792		
Autres titres immobilisés	282		-10
Prêts et autres immobilisations financières			240
TOTAL	32 074		230
TOTAL GENERAL	235 965		19 985

	Diminutions		Valeur brute Immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			13 870	13 870
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			159 984	159 984
Installations techniques, matériel et outillages industriels			37 643	37 643
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport			12 149	12 149
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			209 776	209 776
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations	3 000		28 792	100
Autres titres immobilisés			272	272
Prêts et autres immobilisations financières			240	240
TOTAL	3 000		29 304	612
TOTAL GENERAL	3 000		252 950	224 258



Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	10 856	2 222		13 078
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	143 093	4 983		148 076
Installations générales, agencements divers	16 399	4 741		21 140
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	6 324	2 132		8 456
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	165 816	11 856		177 672
TOTAL GENERAL	176 672	14 078		190 750

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	2 222				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 983				
Installations générales, agencements divers	4 741				
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 132				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	11 856				
TOTAL GENERAL	14 078				



Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	28 692	28 692	
Prêts			
Autres immobilisations financières	240		240
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	199 156	199 156	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	20 097	20 097	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés	9 264	9 264	
Débiteurs divers	5 933	5 933	
Charges constatées d'avance	4 521	4 521	
TOTAL GENERAL	267 902	267 662	240
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an	174 060	159 340	14 720	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	172 853	172 853		
Personnel et comptes rattachés	39 809	39 809		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	20 738	20 738		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	3 134	3 134		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	4 307	4 307		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	524	524		
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	415 426	400 706	14 720	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	162 904			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	6 175			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	15 320
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	4 796
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	20 116

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	20
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 814
Dettes fiscales et sociales	30 670
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	53 504

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	4 521	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	4 521	

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	5 000	10,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	5 000	10,00

Crédit-bail mobilier

	Installations Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine	899 675	48 757	948 432
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs	474 065	29 501	503 566
- Dotations de l'exercice	174 915	14 829	189 744
TOTAL	250 695	4 427	255 121
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs	545 223	35 377	580 600
- Exercice	118 676	12 977	131 653
TOTAL	663 899	48 354	712 252
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus	129 252	6 814	136 066
- à plus d'un an et cinq au plus	141 642		141 642
- à plus de cinq ans			
TOTAL	270 894	6 814	277 708
Valeur résiduelle :			
- à moins d'un an		213	213
- à un an au plus	6 559	274	6 833
- à plus d'un an et cinq au plus			
- à plus de cinq ans			
TOTAL	6 559	487	7 046
Montant pris en charge dans l'exercice	119 462	13 445	132 908

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres		
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers	9	
TOTAL	9	

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

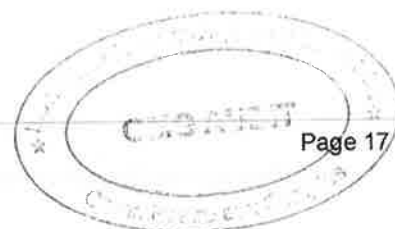
Les engagements de retraite ne sont pas constatés sous forme de provision.

Le montant des engagements au 31 décembre 2020 a été estimé à 11 653 euros.

En vertu de la recommandation CNC 2003-R-01 relative à l'évaluation et au traitement des engagements de retraite, l'effectif de l'entreprise étant inférieur à 250 salariés, l'engagement de retraite a été calculé de façon simplifié, sans tenir compte de la probabilité de présence des salariés au moment du départ à la retraite, et sans application de coefficient d'actualisation des salaires.

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
SCI IMMOILIERE FAURE	1 000	-16 754	10,00	100	100	28 691		42 039	11 832	
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										



AF MECANIQUE
Société par actions simplifiée
Au capital de 50 000 €
Les Ateliers du Golf – 121, rue du Bief

LUCENAY (Rhône)

442 424 073 RCS VILLEFRANCHE TARARE

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

SOUMISE A L'ASSEMBLEE PAR LA PRESIDENCE

DEUXIEME DECISION

L'associée unique, conformément aux propositions du président, décide d'imputer la perte de l'exercice qui s'élève à 196.904,21 €
de la façon suivante :

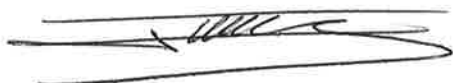
- sur le compte « autres réserves » à concurrence de la somme de..... 182.579,05 €
- le solde, soit la somme de 14.325,16 €
sur le compte « *report à nouveau* »

Il est rappelé les distributions de dividendes suivantes, pour répondre aux dispositions de l'article 243 bis du C.G.I. relatif à l'obligation d'indiquer la distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents ainsi que le montant des revenus distribués éligibles à l'abattement et de ceux non éligibles à cet abattement, ventilés par catégorie d'actions :

<u>Exercices</u>	<u>Montant de la distribution</u>	<u>Crédit d'impôt ou</u> <u>Avoir fiscal</u>
31 Août 2019	/	/
31 Août 2018	15.000,00 €	40 %
31 Août 2017	30.000,00 €	40 %

CETTE RESOLUTION A ETE ADOPTEE A L'UNANIMITE PAR DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE EN DATE DU 9 JUIN 2021.

LA PRESIDENCE





AF MECANIQUE

Société par Actions Simplifiée au Capital de 50 000 Euros

**Siège social : 121 rue du Bief
Les ateliers du golf
69480 LUCENAY**

442 424 073 RCS VILLEFRANCHE - TARARE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

GMG Audit | 100 rue Louis Pasteur - Carrefour de la Trousse - 73490 La Ravoire - tél.: +33 (0)4 79 33 18 45 - audit@my-mg.com

SAS au capital de 10 000 € - 404 131 971 RCS Chambéry - NAF 6920Z - Identification TVA FR 06 404 131 971

Crédit Agricole des Savoie - IBAN : FR76 1810 6008 1092 5876 3105 009 - BIC : AGRIFRPP881

Société inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC Dauphiné-Savoie



AF MECANIQUE

Société par Actions Simplifiée au Capital de 50 000 Euros

Siège social : 121 rue du Bief
Les ateliers du golf
69480 LUCENAY

442 424 073 RCS VILLEFRANCHE - TARARE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Associée Unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AF MECANIQUE relatifs à l'exercice de 16 mois clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} septembre 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associée unique.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 1^{er} juin 2021

Le Commissaire aux Comptes

GMG Audit

Julien PICARD
Associé

